

10 FEVRIER :**UN IMMENSE SUCCES DE LA GREVE ET DES MANIFESTATIONS.**

PRES DE 100.000 manifestants : 50.000 à Paris, 8000 à Lyon, 6000 à Toulouse, 6000 à Marseille, 4000 à Montpellier, 3500 à Strasbourg, plus de 1000 à Clermont-Ferrand, 1000 en Avignon, 2000 à Poitiers, 2000 à Nice, 450 à Angers, 1400 à Lille...

Les enseignants-chercheurs, les enseignants, les ingénieurs, les personnels techniques et administratifs, les étudiants, les chercheurs ont répondu en nombre à l'appel à la grève lancé par le SNESUP, par nombre d'organisations syndicales, par les collectifs et par la coordination nationale. Des assemblées générales qui se sont tenues un peu partout, ce matin, montrent la détermination des universitaires autour des quatre revendications solidaires que le gouvernement continue d'ignorer.

- 1) Retrait du projet de décret modifiant le statut des enseignants-chercheurs ;
- 2) Retrait du dispositif gouvernemental de démantèlement de la formation des enseignants et des concours ;
- 3) Exigence du rétablissement des emplois supprimés au budget 2009 et d'un plan pluriannuel de création d'emplois, refus de la précarité ;
- 4) Refus de la casse du CNRS et des organismes de recherche.

Avec force, dans les cortèges, impressionnants par le nombre de participants, particulièrement à Paris, toutes ces revendications étaient largement portées. Une multitude de banderoles et de collègues venus des IUFM et des UFR où se préparent aux concours et à leur métier les futurs enseignants du premier et second degrés, manifestaient leur refus du démantèlement de la formation des enseignants. Des collègues venus d'universités où des postes sont supprimés réclamaient, comme d'autres, le rétablissement des emplois et l'élaboration de véritables règles transparentes de répartition des moyens d'Etat aux établissements dans le cadre d'une enveloppe globale répondant enfin aux besoins de recherche et de formation. Cette exigence était partagée par les collègues des IUT et, partout, s'exprimait le refus d'une précarité grandissante qui touche en premier lieu les jeunes dans tous les métiers et missions du supérieur (recherche, enseignement, tâches administratives et techniques).

Etaient dénoncées, par de nombreux calicots, affiches ou témoignages où se mêlaient colère et dérision, les orientations liberticides et technocratiques du gouvernement sur les enjeux de la recherche, son organisation et ses structures. C'est bien toute une communauté rassemblée et solidaire, dans la diversité des champs disciplinaires, des lieux d'exercice, qui s'est retrouvée en grève et dans la rue.

Pour la recherche et pour l'enseignement supérieur, la ministre et le gouvernement doivent retirer les textes et les dispositifs contestés. C'est la voix de la raison.

Les effets destructeurs de la loi LRU sont de plus en plus visibles. Le gouvernement, le parlement sont fortement interpellés par des dizaines de milliers de grévistes et de manifestants. Le temps des manœuvres, d'une médiation derrière laquelle la ministre refuserait d'assumer le désaveu de ses choix politiques, est révolu.

Le SNESUP entend amplifier, dans l'Intersyndicale, dans la coordination nationale du 11 février, la dynamique unitaire et déterminée des actions.

Partout, au lendemain de cette formidable journée de grève et de manifestations, le SNESUP appelle à réussir de puissantes assemblées générales et à reconduire la grève.